

Enfants menacés par les écrans



06.12.2020

Avec la pandémie et l'école à distance, les cas de cyberharcèlement et de *sexting* ont fortement augmenté. Les milieux scolaires, qui redoublent d'efforts en matière de prévention, sont parfois au bord de la rupture

ADRIEN SCHNARRENBARGER

Education » «Vous pouvez l'écrire: nous sommes préoccupés. Même très préoccupés!» Responsables de la médiation scolaire auprès de la Direction de l'instruction publique (DICS), Fabienne Limat et Luc Vonlanthen constatent un dommage collatéral de la pandémie de Covid-19: la forte augmentation du temps d'écran des enfants, tant au primaire qu'au cycle d'orientation. «Nous recevons beaucoup de témoignages de parents qui disent être démunis. En raison de l'école à domicile et du semi-confinement, ils ont été plus permissifs car internet était le seul moyen de rester en contact direct avec les copains. Limiter des droits déjà acquis est toujours plus délicat», reconnaît le collaborateur pédagogique.



Il faut dire que les élèves ont accès de plus en plus jeunes aux smartphones notamment. Selon une étude suisse, un quart des enfants de 6-7 ans en possèdent un. Cela passe à 60% à 10 ans et 77% chez les 12-13 ans. «Avant, c'était le cadeau de confirmation. Maintenant, c'est celui de première communion», illustre Luc Vonlanthen.

Des «cibles»

Au-delà de l'usage excessif de ces outils, les médiateurs scolaires constatent une hausse des «incivilités» qu'ils provoquent et qui ont un impact sur le bien-vivre-ensemble à l'école. Tandis que l'on parlerait de cyberharcèlement et harcèlement chez les adultes, les deux médiateurs appellent à la prudence. «Ce sont des mots très forts, un peu utilisés à toutes les sauces. Les recherches montrent que le harcèlement évoque une intention de nuire et une compréhension des conséquences. Chez les enfants, on parle plutôt d'intimidation entre pairs», expliquent-ils.

Une composante essentielle de ce phénomène est la dynamique de groupe. Là où le harcèlement se passe entre deux personnes, l'intimidation entre pairs implique plutôt des auteurs et des témoins

77%

Part d'ados
possédant un
smartphone
chez les 12-
13 ans

qui se liguent contre une cible. «Ce sont des situations qui commencent à l'école et se prolongent parfois dans le virtuel», analyse Fabienne Limat. Les nouveaux moyens de communication sont problématiques dans la mesure où ils viennent accentuer des phénomènes du réel. «Un jeune qui souffrait à l'école pouvait, à l'époque, souffler une fois arrivé à la maison. Nous avons désormais des situations où l'intimidation se fait presque 24 heures sur 24, 7 jours sur 7», poursuit-elle. Beaucoup de travail en vue pour les équipes de la médiation scolaire, avec leurs moyens limités, en plus des autres thématiques qui les occupent.

Les médiateurs ne représentent toutefois qu'un pan d'une collaboration multilatérale de prévention et d'action face à ces phénomènes. Il y a aussi les travailleurs sociaux, généralisés dans les cycles d'orientation mais encore rares au primaire – seules quelques écoles y ont recours, sous l'impulsion des communes concernées –, et les intervenants des mesures SED (soutien aux établissements scolaires dans la prise en charge des difficultés comportementales). Sans oublier les acteurs de la prévention, assumée conjointement par les écoles, les trois spécialistes de la brigade des mineurs (lire ci-contre) et l'association REPER.

Outiller les profs

Anne-France Guillaume, chargée de prévention au sein de REPER, partage les préoccupations des médiateurs. «Avec les smartphones, on donne une formule 1 à des élèves conducteurs», image-t-elle. L'association effectue un gros travail pour outiller les enseignants, en première ligne face aux phénomènes d'intimidation et pas toujours très à l'aise. «Le but est de préparer des ressources qui soient utilisables facilement et permettent de préparer le terrain en vue d'une future crise lorsqu'elle surviendra.»



«Un ado avec un smartphone, c'est un élève conducteur au volant d'une F1»

Anne-France Guillaume

Existe-t-il des chiffres relatifs à la fréquence de ces situations? Certaines enquêtes font état d'intimidation chez 10 à 15% des élèves, et de cyberintimidation chez 5% environ, une part en forte augmentation, rapporte Anne-France Guillaume. Mais cela dépend beaucoup de l'environnement scolaire. «Les problèmes surviennent rarement dans les classes où les dynamiques sont bonnes. Comme tous les milieux où l'on doit apprendre à vivre ensemble, le climat est primordial. En ce sens, l'adulte doit réagir dès la première insulte pour éviter toute tolérance ou escalade dans la violence.»

15%

Part d'élèves
ayant vécu
une situation
d'intimidation
entre pairs

REPER s'inscrit en complément de l'action de la brigade des mineurs: tandis que cette dernière fait un «excellent travail» pour expliquer aux enfants ce qui est acceptable ou non aux yeux de la loi, l'association mise, elle, davantage sur la promotion des compétences psychosociales. «Nous essayons de stimuler la réflexion et l'analyse des élèves pour développer une intelligence collective de la classe», détaille Fanny

Hermann, responsable de projets. Des soirées de parents ont aussi lieu en présence de tous les partenaires.

Un grand aspect de la prévention est le repérage précoce, poursuit la spécialiste. «Nous tentons de sensibiliser les enseignants à observer les premiers signes indiquant qu'un élève ne va pas bien. Souvent, ce sont de petites observations, mais mises en commun par toutes les parties prenantes, cela fait un puzzle beaucoup plus alarmant. C'est pour cela que la collaboration est si précieuse.»

Tous les maillons de la chaîne de prévention le disent en chœur: interdire les appareils n'est pas une option. «Au contraire, le message est de soutenir plutôt qu'interdire. S'intéresser à ce que les jeunes regardent, leur poser des questions tout en mettant un cadre et des limites», conclut Fabienne Limat.

Ressources pour les parents: prevention.laliberte.ch

Le rôle central des «complices»

Yara Barrense-Diaz a consacré sa thèse de doctorat l'an dernier à la thématique du sexting, l'échange numérique de textes ou de photos sexuellement explicites. Pour la chercheuse à l'Université de Lausanne et Unisanté, le problème principal vient de la chaîne de transmission qui se crée lorsque l'un des protagonistes décide d'en rompre le caractère privé de l'échange.

Peut-on parler d'une explosion des cas de sexting?

Cela m'étonne un peu pour les très jeunes (moins de 12 ans), mais tout dépend de la définition: parle-t-on d'échange de photos à caractère sexuel personnelles? Ou téléchargées sur internet? De réception non sollicitée d'images? Je pense plutôt que, en lien avec le semi-confinement, davantage de cas sont repérés ou connus des adultes, et que la distance sociale a entraîné la mise en place de «compensations» pour garder des liens, notamment amoureux. Mais nous n'avons pas encore assez de recul.

Quelle est l'ampleur du phénomène?

Selon l'étude *JAMES* (2018), 56% des jeunes de 18-19 ans disent avoir reçu au moins une photo dénudée. C'est déjà 22% chez les 12-13 ans. Il serait intéressant de voir l'évolution avec la pandémie. Une étude d'Unisanté (2020) montre qu'un tiers des jeunes de 14 ans ont déjà reçu une image à caractère sexuel sans l'avoir demandée. Lorsque cela se produit, la personne sur l'image reçue est connue dans la majorité des cas (57% du temps pour les garçons).



«56% des jeunes de 18-19 ans disent avoir reçu au moins une photo dénudée»

Yara Barrense-Diaz

Que dites-vous lors des ateliers de prévention?

Le temps de l'atelier, il faut se mettre dans la peau d'un ado de 12 ou 13 ans qui construit son identité, découvre sa sexualité avec un accès illimité à internet, plutôt que dans celle d'un adulte moralisateur. Je rappelle aussi que, très souvent, tout part d'un échange entre deux personnes consentantes, puis l'accord initial est brisé. Enfin, j'inscris le *sexting* dans le

contexte des problèmes liés: pression pour obtenir des photos, diffusion sans consentement, réactions violentes des pairs vis-à-vis de la victime, etc.

On parle souvent d'un effet «boule de neige» ...

C'est vraiment l'un des facteurs centraux de la problématique. Je m'intéresse particulièrement aux motivations des protagonistes des chaînes de transmission et à la manière dont ils réagissent contre la victime. Même si un jeune n'est que le 10e maillon de la chaîne, il a la même responsabilité que tous les autres, et ça, les jeunes ont tendance à le minimiser.

Que faire lorsqu'un cas survient?

Même s'il existe des outils légaux au long cours qu'il est important de connaître, ils arrivent souvent trop tard et peuvent, dans certains cas, se retourner contre les victimes. Les premières heures sont primordiales: il faut une prise en charge rapide et multilatérale qui intègre les parents dans l'optique de les rassurer.

Justement, avez-vous des conseils à donner à ceux-ci?

Je conçois que parler de cela frontalement est compliqué, comme pour la sexualité de manière générale. Si c'est en amont, donc en prévention, il peut être intéressant de partir de quelque chose de plus global comme le consentement et le respect. Utiliser un article de presse peut amorcer une discussion ou, au moins, montrer au jeune que nous sommes au courant et ouverts à la discussion, que nous ne jugerons pas.

Et dans le cas où cela survient malgré tout?

Il faut mettre ses émotions de côté et rassurer les victimes. Dire «pourquoi tu as envoyé ça?» ou «tu es stupide!» ne sert à rien. Plutôt que de blâmer les victimes, ce qui équivaut un peu à reprocher à une femme violée d'avoir porté une minijupe, il faut davantage travailler avec les auteurs de la diffusion et des violences. Ce sont eux qui transforment l'échange consenti en situation à problèmes.

En quoi la prévention est-elle importante?

Nous formons les adultes de demain et ce sont des pans fondamentaux de leur éducation, que l'on soit dans le monde virtuel ou «réel». Peu importe le messenger, l'important est que le message soit homogène et répété le plus possible. La multiplicité des interlocuteurs peut profiter aux victimes: peu importe à qui elles parlent, tant qu'elles ne restent pas seules.



«Être parent devient difficile»

Nicolas Boschung, chef de la brigade des mineurs, est lui aussi inquiet des défis que pose le numérique dans l'éducation.

«Nous étions déjà sollicités toutes les semaines pour des affaires de harcèlement en milieu scolaire. Avec la pandémie, c'est plusieurs fois par semaine...» Nicolas Boschung confirme une recrudescence des problèmes, effet collatéral de l'augmentation du temps passé devant les écrans. «C'est un reflet de la société qui évolue, mais aussi une conséquence de certaines dynamiques de groupe que crée le numérique.»

Le responsable de la brigade des mineurs prend un exemple récent: la création d'un groupe WhatsApp par un élève du primaire dans le seul but d'insulter une camarade. «Avec des dizaines de personnes, cela peut aller vite et faire des dégâts si la victime est fragile», explique Nicolas Boschung. Dans ce cas précis, l'affaire a été réglée efficacement par l'école et un chargé de prévention. Mais cela peut aller jusqu'au pénal, avec une échelle de sanction graduée (réprimande, travail d'intérêt général, amende voire placement). «Nous avons heureusement une bonne collaboration avec les écoles, et l'uniforme impressionne les enfants. Mais les séquelles peuvent être grandes pour les victimes.»

«*Les séquelles peuvent être grandes pour les victimes*»

Nicolas Boschung

De plus en plus, c'est le *sexting* qui fait suer la police, avec des protagonistes de plus en plus jeunes, dès la 7H ou la 8H. «Nous essayons d'intervenir rapidement, de séquestrer les téléphones pour délimiter un premier cercle de responsables. Mais nous disons clairement à la victime que stopper la diffusion est mission impossible», détaille le chef de brigade. Pour lui, les parents jouent un rôle primordial, qui est devenu plus difficile qu'il y a vingt ans. «Beaucoup d'entre eux n'ont pas les connaissances techniques pour éviter de se faire tromper par leurs enfants. Or, ils ne doivent pas lâcher, mais oser: ils ont un droit et même un devoir de regard sur ce que font leurs enfants dans le numérique. Ne pas être intrusif, mais accompagner. Ce n'est pas normal de s'endormir avec un téléphone à 11 ans et d'être sur TikTok à 2 h du matin!»

Face à des appareils qui «sont des outils incroyables, mais peuvent être des armes», le métier d'enseignant est aussi amené à évoluer, avec de plus en plus d'éducation au numérique, conclut Nicolas Boschung.

Un projet novateur à fribourg

Lauréate d'un concours d'idées lancé par les 4 piliers de l'économie fribourgeoise (4P) et doté de 45 000 francs, l'agence de communication Up to You a créé «Send it!», un programme de sensibilisation et d'accompagnement face aux dangers des réseaux sociaux en partenariat avec REPER. Comment réagir en cas de piratage? Que faire face à des injures en ligne? Le site proposera des ressources pour les adolescents, les parents et même les enseignants dès le printemps prochain. «L'idée était de mettre notre expertise dans l'usage des réseaux sociaux au profit des institutions qui, elles, s'occupent du côté social», explique Meiggie Bernardo, cheffe de projet.

«Ce qui se passe sur internet a beau être virtuel, cela a toujours une conséquence dans le réel»

Meiggie Bernardo

Principal atout de «Send it!» : les adolescents en détresse peuvent rechercher de l'aide directement via un message privé sur Instagram par exemple. Ils sont ensuite orientés vers la bonne ressource. «Ce qui se passe sur internet a beau être virtuel, cela a toujours une conséquence dans le réel», rappelle la jeune femme. «En ayant grandi avec ces outils, nous savons très bien que les parents ont de la peine à réglementer leur usage. Il est donc important d'accompagner ces adolescents.» Une vidéo de prévention aborde aussi le thème du *sexting* et du consentement, avec la reproduction d'une discussion où un jeune demande une photo dénudée à une camarade.